



TOGETHER
for a sustainable future

OCCASION

This publication has been made available to the public on the occasion of the 50th anniversary of the United Nations Industrial Development Organisation.



TOGETHER
for a sustainable future

DISCLAIMER

This document has been produced without formal United Nations editing. The designations employed and the presentation of the material in this document do not imply the expression of any opinion whatsoever on the part of the Secretariat of the United Nations Industrial Development Organization (UNIDO) concerning the legal status of any country, territory, city or area or of its authorities, or concerning the delimitation of its frontiers or boundaries, or its economic system or degree of development. Designations such as “developed”, “industrialized” and “developing” are intended for statistical convenience and do not necessarily express a judgment about the stage reached by a particular country or area in the development process. Mention of firm names or commercial products does not constitute an endorsement by UNIDO.

FAIR USE POLICY

Any part of this publication may be quoted and referenced for educational and research purposes without additional permission from UNIDO. However, those who make use of quoting and referencing this publication are requested to follow the Fair Use Policy of giving due credit to UNIDO.

CONTACT

Please contact publications@unido.org for further information concerning UNIDO publications.

For more information about UNIDO, please visit us at www.unido.org

We regret that some of the pages in the microfiche copy of this report may not be up to the proper legibility standards, even though the best possible copy was used for preparing the master fiche



07950-F



Distr. LIMITEE

ID/WG.263/14

31 octobre 1977

Organisation des Nations Unies pour le développement industriel

FRANCAIS

Journées d'études ONUDI/CEA sur la coopération technique
entre les pays en développement d'Afrique dans le domaine
des industries du travail des métaux

Addis-Abéba (Ethiopie), 14 - 25 novembre 1977

RAPPORT SUR LA SITUATION DES INDUSTRIES MECANIQUES TCHADIENNES*

par

M. Madlongar**

* Les opinions exprimées dans le présent document sont celles de l'auteur et ne reflètent pas nécessairement les vues du Secrétariat de l'ONUDI. Le présent document n'a pas fait l'objet d'une mise au point rédactionnelle.

** Chef de service, Division des relations internationales, Ministère de l'économie, Ndjamena.

id.77-7709

Au Tchad, le secteur industriel de l'économie ne représente que 10 % environ de la production intérieure brute. Le développement de l'industrie qui d'ailleurs doit jouer un rôle essentiel dans l'économie du Tchad en résorbant le chômage qui sévit dans les villes et en réduisant le déficit commercial chronique, se heurte aux principaux obstacles ci-après :

- manque de moyens de communication,
- situation de pays enclavé,
- insuffisance des environnements commercial, technique et humain.

Les activités industrielles ne sont pas pour autant mortes. Les facilités fiscales offertes par le code des investissements et les nouvelles orientations de politique économique tracées par le Conseil Supérieur Militaire et le Gouvernement Provisoire ont permis aux particuliers la possibilité d'entreprendre des actions promotionnelles dans les différents domaines du secteur industriel dont celui des industries mécaniques.

LES INDUSTRIES MECANIQUES TCHADIENNES

Les industries mécaniques Tchadiennes vont bientôt partir sur une nouvelle lancée après avoir connu une période morte d'activités. Il convient de répartir en deux secteurs ces activités de l'industrie mécanique. Le secteur dit moderne dominé par les sociétés étrangères et le secteur dit traditionnel dominé lui par des entrepreneurs et promoteurs nationaux.

I°- LE SECTEUR MODERNE DES INDUSTRIES MECANIQUES

Ce secteur qui vient de connaître une régression des activités suite à la fermeture de quelques toutes premières entreprises, plus précisément des simples ateliers (Métalux, Cometal, Armetal), est marqué aujourd'hui par la société Cyclo-Tchad, usine de montage des cycles. Avec la création de la SOIAT (Société de matériel agricole au Tchad), projet dont la réalisation des premiers travaux de construction de l'usine est effective, les activités dans ce domaine industriel vont s'intensifier.

LES ATELIERS CIP-MÉTALUX, COMETAL et ARIMETAL

Les ateliers de mécanique, Armétal, Cometel et CIP-Métalux aujourd'hui fermés à la suite des difficultés qu'ils concentraient pour écouler leurs produits étaient des industries qui travaillaient surtout pour les bâtiments. Elles produisaient notamment des étagères et des mobiliers métalliques.

LA CYCLOTCHAD

La Cyclotchad est une société anonyme au capital de 70 millions de F CFA. Elle a repris en 1962 à Moundou (ville de Tchad) les activités de l'ancienne société LAMBERT à savoir : montage de cycles Zébir et Cyclomoteurs Peugeot auxquels s'est ajoutée la fabrication des lits et sièges métalliques. Le capital de la société est constitué à 100 % par des participations étrangères.

Les capacités annuelles de production de la société sont les suivantes :

- 8 000 unités de vélos
- 1 500 unités de cyclomoteurs
- 7 000 unités de lits et sièges métalliques.

La société a employé 94 nationaux pour un salaire global de 53 millions de F CFA en 1976 contribuant ainsi largement à la lutte contre le chômage. Cet effectif du personnel tchadien n'a cessé de croître : il est passé de 73 personnes en 1972 à 94 en 1976. Cette période 1972/1976 a été marquée aussi par une nette amélioration du chiffre d'affaires. Les investissements sont en totalité financés par le capital de la société. Ces investissements s'élèvent actuellement à 86 millions de F CFA.

HANDICAPS AU DEVELOPPEMENT DE LA CYCLOTCHAD

La Cyclotchad rencontre des difficultés surtout dans l'écoulement de sa production, dans l'approvisionnement de son usine en matières premières et dans la disponibilité d'une main-d'œuvre locale qualifiée.

1°) Problème de marchés

a) le marché intérieur. La Cyclotchad écoule tant bien que mal toute sa production seulement sur le marché intérieur. En effet, la société R. DUMAS, société importatrice et vendeuse de bicyclettes et cyclomoteurs de type différent de celui de la Cyclotchad, livre une vive concurrence à cette dernière. Il faut signaler aussi l'entrée massive en fraude de ces mêmes produits d'origines camerounaise et nigériane.

b) le marché extérieur. Les chances de réussite de la Cyclotchad seraient minces au cas où elle envisagerait d'exporter sa production sur le marché extérieur, notamment dans les pays limitrophes. Les importants frais financiers supplémentaires de transport rendent plus chers les coûts de production de bicyclettes et cyclomoteurs de la Cyclotchad.

On ne saurait penser que la réintégration de l'UDEAC par le Tchad ouvrirait de nouveaux débouchés aux produits de la Cyclotchad. Cette réintégration pourrait au contraire mettre en péril la Cyclotchad. En effet, les usines des pays membres de l'UDEAC (pays côtiers pour la plupart) qui sont de surcroît soumises à des fiscalités moins lourdes, livreraient une concurrence sans merci à l'usine Cyclotchad.

2°) Problème d'approvisionnement

Comme matières premières entrant dans sa production, la Cyclotchad importe en franchise de Douane des pièces détachées et des tubes de la Grande-Bretagne et des produits destinés à la fabrication des chambres à air provenant du Japon. Le réacheminement de ces importations entre Douala (port maritime camerounais) et Moundou (lieu d'installation de l'usine Cyclotchad) est difficile et oblige l'usine à constituer des stocks importants qui entraînent des frais financiers importants. En 1975, il fallait prévoir 6 mois de délai entre l'embarquement depuis le pays de provenance et l'arrivée à Moundou. Ce délai fut de 9 mois en 1976 et 10 mois en 1977.

3°) Problème de main-d'œuvre

Le personnel qualifié de la Cyclotchad n'est constitué que par des expatriés. Les initiatives de la société de former des cadres nationaux ont échoué. Le manque de vocation des jeunes Tchadiens pour travailler dans les entreprises industrielles a été la cause de cet échec. La Cyclotchad continue néanmoins de former dans l'entreprise son personnel tchadien.

PROJETS EN COURS DE REALISATION (LA SOMAT)

La SOMAT (Société de Matériel Agricole au Tchad) est une société mixte au capital de 270 millions de F CFA.

L'usine dont les travaux de construction sont encore en cours, a pour objet principal la fabrication des charrues, des multicultureurs, des charrettes agraires, des plateaux bois, des charrettes et en général de tout outillage et matériel agricole à main ou à traction animale par opération à froid (cambrages, découpages, perçages, poinçonnages, soudures, meulages et polissages, assemblages et peintures).

La capacité initiale de l'usine est définie de façon à réaliser annuellement en un seul poste de travail les fabrications de :

- 15 000 charrues B.P. 4 sous licence Bourguignon
- 2 300 ensembles roues et essieux
- 2 300 plateaux de charrettes
- 450 houes sous licence Nonzon.

Les investissements de la SOMAT seront constitués en partie par son capital et en partie par des prêts à long terme consentis par des organismes spécialisés.

Un prêt de 180 millions de F CFA vient d'être accordé en Juillet 1977 par la Caisse Centrale de Coopération Economique à la Banque Tchadienne de Crédit et de dépôts pour le financement partiel du programme d'investissements et de fonctionnement de l'usine.

La SCMT est admise au régime privilégié du Code des investissements dans la République du Tchad. Elle bénéficie en conséquence d'un certain nombre d'avantages fiscaux.

MONTAGE DE MONTRES

Un projet relatif à cette industrie est présenté par M. ISMAIL. Il s'agit de monter à N'Djamena des montres afin de lutter contre l'importante contrebande qui se développe pour ces produits. La faiblesse des investissements projetés, ainsi que les avantages fiscaux qu'il fallait accorder pour permettre à cette production locale d'être compétitive, n'ont pas permis d'aboutir à une réalisation effective.

II. SECTEUR TRADITIONNEL

Le secteur traditionnel représente une part très marginale dans l'industrie mécanique du Tchad. Le développement de ce secteur est particulièrement handicapé par les facteurs suivants :

- insuffisance des moyens financiers des promoteurs,
- mauvaise qualité de la plupart des entreprises,
- mauvaise élaboration des projets.

Comme stratégie de développement de ce secteur traditionnel de l'industrie tchadienne en général, le Gouvernement a créé en 1972, et avec l'aide de l'ONUDI, le EPIT (Bureau de Promotion Industrielle du Tchad). Le EPIT, qualifié d'organe moteur de l'industrialisation du Tchad s'occupe entre autres des activités ci-dessous :

- recherche des projets valables justifiant un investissement,
- étude et élaboration des projets pour les petits investisseurs,
- installation et promotion des petites et moyennes entreprises tchadiennes,
- mise en place des formules rapides et efficaces d'appui,
- création d'un fonds de financement des petites et moyennes entreprises tchadiennes.

En ce qui concerne précisément le secteur traditionnel de l'industrie mécanique tchadienne, il existe dans le pays et surtout à N'Djamena, de nombreux ateliers de soudure dont le développement et l'organisation par une action promotionnelle pourrait donner lieu à des entreprises importantes d'industrie mécanique.

Parmi ces ateliers, on peut citer comme exemple, la Coopérative des Fabricants de Cantines du TCHAD (La COOP-FABRICANTOCHAD).

La Coopérative des Fabricants de Cantines du Tchad fut créée en 1970. Elle fonctionne dans des conditions satisfaisantes. Conformément à ses Statuts, la Coop-Fabricatocha a pour objet de faciliter à ses membres artisans l'exercice de leurs activités professionnelles de production et de vente des cantines et autres. La coopérative compte actuellement 57 membres.

L'activité de la coopérative consiste à fabriquer des cantines, des brouettes et des seaux. Le travail est exécuté entièrement à la main. La coopérative utilise les fûts usagés comme matières premières, les feuilles de tôle coûtent trop chères, comme équipement de travail, les membres de la coopérative utilisent des instruments rudimentaires qui sont les propriétés personnelles de chaque membre.

Depuis sa création, la coopérative n'a bénéficié d'aucune forme d'aide, tant intérieure qu'extérieure. La coopérative réalise un chiffre d'affaires d'environ 50 000 F CFA par jour.

La Coopérative envisage le développement de sa production. Ce qui pourra se réaliser qu'en se dotant de matériels d'équipement plus sophistiqués. A cet effet, la coopérative se propose d'acheter une presse pour retresser les fûts, une cisaille un compresseur, une perceuse, une meule, une riveteuse et une forge.

Evidemment la coopérative devra envisager la formation des spécialistes pour manipuler les différents instruments nouveaux.

PROJETS EN COURS DE REALISATION

1°) Coopérative des Plombiers Tchadiens

La Coopérative a été créée en 1976. Elle emploie en permanence 8 personnes. Elle représente un effort très important d'organisation et de travail méthodique. Le montant des investissements à effectuer s'élève à 5 millions de F CFA. La main-d'œuvre prévue est de 21 personnes.

2°) Moulins à mil de M. ISMAËL ADAM

Le Bureau de Promotion Industrielle du Tchad a étudié avec le promoteur les possibilités d'installation de trois moulins à mil dans les gros villages proches de N'Djaraena. Le Bureau est également intervenu pour le financement de ce projet.

3°) Garage pilote à N'Djaraena

Le Bureau de Promotion Industrielle est en train d'étudier la possibilité de donner à un atelier de réparations mécaniques propres, bien équipé et bien organisé. Le Bureau a déjà trouvé un mécanicien parmi les mécaniciens déjà installés, qui serait apte pour cette expérience.

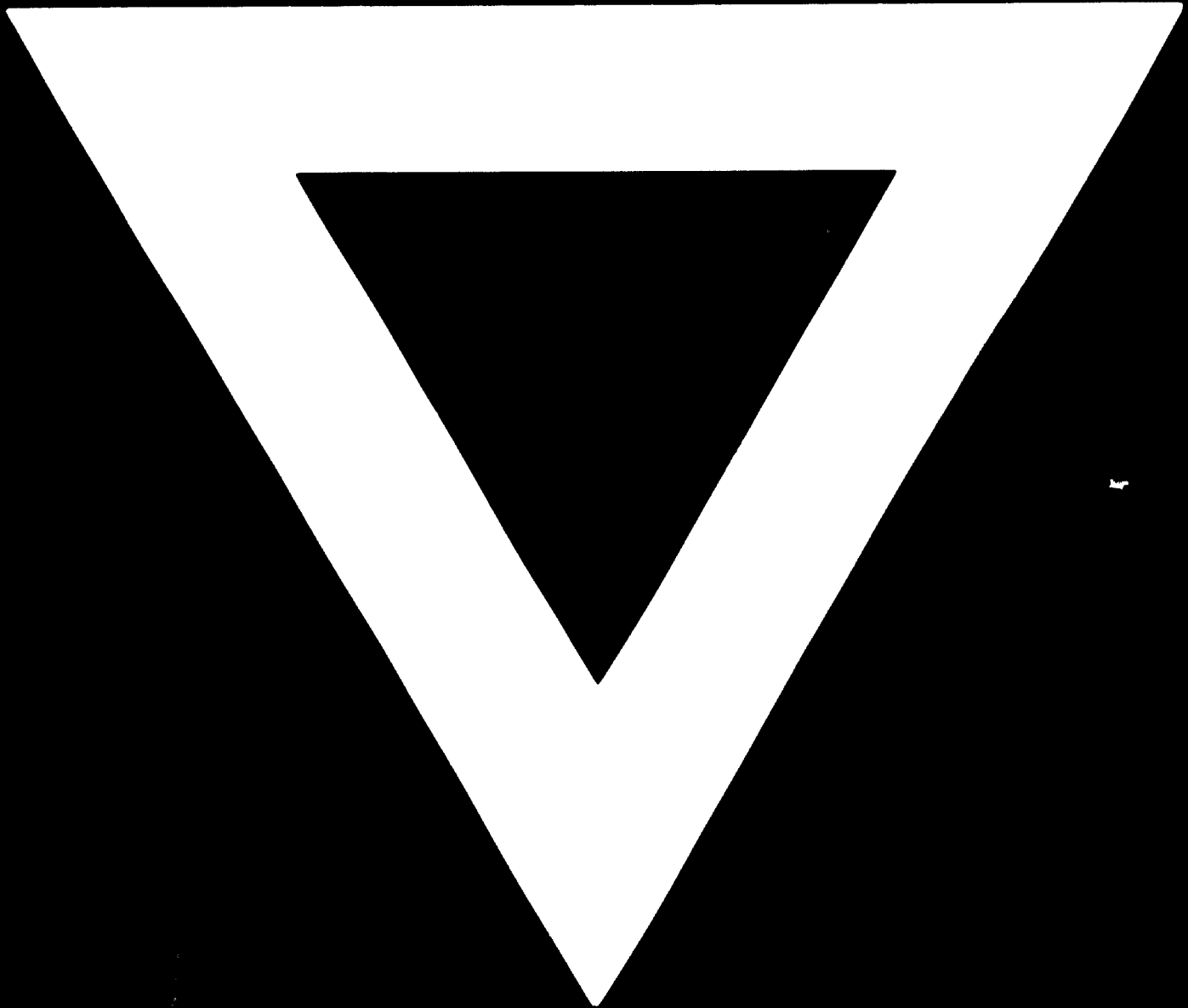
/.de donner à un mécanicien tchadien les moyens de monter un atelier...

III. CONCLUSION

L'industrie mécanique tchadienne est loin de revêtir une envergure importante. On peut considérer qu'elle est pour l'instant limitée au montage de bicyclettes et cyclomoteurs et à des réalisations d'ouvrages artisanaux. Mais les difficultés particulières de l'économie tchadienne en général n'ont pas épargné pour autant ce secteur industriel qui est encore au stade embryonnaire. Le développement de l'industrie mécanique dépend donc de la résolution des problèmes spécifiques qui se posent à l'économie tchadienne à savoir notamment les problèmes de :

- désenclavement du pays,
- formation des cadres nationaux nécessaires,
- aide financière.

G-666



78.11.06